

Via campesina

Déclaration pour la souveraineté alimentaire

Nov 1996 – Rome

Nous, Via Campesina, un mouvement croissant de travailleurs agricoles, paysans, organisations paysannes et de peuples indigènes de toutes les régions du monde, savons que la sécurité alimentaire ne peut être assurée sans tenir pleinement compte de ceux qui produisent l'alimentation.

Se nourrir est un droit humain de base. Ce droit ne peut être assuré que dans un système où la souveraineté alimentaire est garantie.

La souveraineté alimentaire est le droit de chaque pays de maintenir et développer sa propre capacité de produire son alimentation de base, en respectant la diversité culturelle et agricole.

Nous avons le droit de produire notre propre alimentation sur notre propre territoire. La souveraineté alimentaire est une condition préalable d'une véritable sécurité alimentaire.

Nous, Via Campesina, rejetons les conditions économiques et politiques qui détruisent nos conditions de vie, nos communautés, notre culture et notre environnement naturel. La libéralisation du commerce et ses politiques économiques d'ajustement structurel ont globalisé la pauvreté et la faim dans le monde et détruisent les capacités de production locale et les sociétés rurales.

Cette politique ne tient pas compte de la sécurité alimentaire des personnes. C'est un système injuste qui met en danger la nature et les personnes dans le seul but de générer des profits pour quelques-uns. L'accès à et le contrôle de la terre, de l'eau, des semences et des ressources naturelles est dénié aux paysans et petits agriculteurs. Notre réponse à ce développement de plus en plus hostile est de le mettre en cause collectivement et de développer des alternatives.

Nous sommes déterminés à créer des économies rurales basées sur le respect de la planète, de la souveraineté alimentaire, et d'un commerce équitable. Les femmes jouent un rôle central

dans la souveraineté alimentaire des familles et des communautés. Elles ont donc un droit fondamental aux ressources pour la production alimentaire, à la terre, au crédit, au capital, à la technologie, à l'éducation et aux services sociaux. Elles doivent avoir l'opportunité équivalente de développer et d'employer leurs compétences. Nous sommes convaincus que le problème global de l'insécurité alimentaire peut et doit être résolu. La souveraineté alimentaire ne peut être obtenue qu'à travers la solidarité et la mise en oeuvre politique d'alternatives.

La sécurité alimentaire à long terme dépend de ceux qui produisent l'alimentation et préservent l'environnement naturel. En tant que « stewards » des ressources de production alimentaire, nous tenons les principes suivants comme base nécessaire pour parvenir à la sécurité alimentaire.

SE NOURRIR, UN DROIT HUMAIN FONDAMENTAL

Se nourrir est un droit humain fondamental. Chacun doit avoir accès à une nourriture saine, nourrissante, culturellement appropriée, en quantité et qualité suffisante pour soutenir une vie en bonne santé, avec une dignité humaine complète. Chaque état devrait déclarer l'accès à l'alimentation comme un droit constitutionnel et garantir le développement du secteur primaire de production pour assurer la réalisation concrète de ce droit fondamental.

POUR LA souveraineté ALIMENTAIRE: LA REFORME AGRAIRE

Nous demandons une véritable réforme agraire qui donne aux agriculteurs sans terre, en particulier les femmes, la propriété et le contrôle de la terre qu'elles travaillent, et qui rende leurs territoires aux peuples indigènes. Le droit à la terre doit être libre de toute discrimination basée sur le sexe, la religion, la race, la classe sociale ou l'idéologie. La terre appartient à ceux qui la travaillent.

Les familles paysannes, en particulier les femmes, doivent avoir accès à la terre productive, au crédit, à la technologie, aux marchés et aux services. Les gouvernements doivent établir et soutenir des systèmes de crédit rural décentralisés. Pour garantir le crédit, les capacités de production devraient être utilisées de préférence à la terre.

Pour encourager les jeunes à rester dans les communautés rurales en tant que citoyens productifs, le travail de production alimentaire et d'entretien de la terre doit être suffisamment valorisé, d'un point de vue économique et social. Les gouvernements doivent faire des investissements publics à long terme pour développer une infrastructure rurale appropriée sur le plan social et environnemental.

souveraineté ALIMENTAIRE: PROTEGER LES RESSOURCES NATURELLES

La souveraineté alimentaire suppose de prendre soin et d'utiliser les ressources naturelles de façon durable, en particulier la terre, l'eau et les semences. Nous qui travaillons la terre, nous devons avoir le droit de pratiquer une gestion durable des ressources naturelles et de préserver la biodiversité. Cela ne peut être fait sur une base économique saine qu'avec la sécurité de la

terre, de sols sains, et une utilisation réduite des produits agro-chimiques.

La durabilité a long terme exige de cesser la dépendance vis à vis des intrants chimiques, des monocultures d'exportation, et des modèles de production intensifs et industrialisés. Il faut des systèmes naturels équilibrés et diversifiés.

Les ressources génétiques sont le résultat de milliers d'années d'évolution et appartiennent à toute l'humanité. Elles représentent le travail soigneux et la connaissance de nombreuses générations de peuples ruraux et indigènes. Le brevetage et la commercialisation des ressources génétiques par des firmes privées doivent être interdites. L'accord de l'OMC sur les droits de propriété intellectuelle est inacceptable. Les communautés paysannes ont le droit d'utiliser librement et de protéger les ressources génétiques, incluant les semences, qu'elles ont développées historiquement. Cela est une des bases de la souveraineté alimentaire.

souveraineté ALIMENTAIRE: REORGANISER LE COMMERCE ALIMENTAIRE

La nourriture est d'abord et avant tout une source nutritive et seulement secondairement un objet de commerce. Les politiques agricoles nationales doivent donner la priorité à la production domestique et à l'autosuffisance alimentaire. Les importations alimentaires ne doivent pas éliminer la production locale ni faire baisser les prix. Cela signifie que le dumping et les subventions à l'exportation doivent cesser. Les paysans ont le droit de produire les produits de base essentiels pour leur pays et de contrôler la commercialisation de leurs produits.

Les prix des produits alimentaires sur les marchés internes et internationaux doivent être régulés et refléter leurs vrais coûts de production, afin d'assurer aux familles paysannes un revenu suffisant. Il est inacceptable que le commerce alimentaire continue d'être basé sur l'exploitation économique des plus vulnérables - les producteurs les plus pauvres - et la dégradation continue de l'environnement.

Il est également inacceptable que les décisions concernant le commerce et la production soient dictées par le besoin de devises pour rembourser la dette. Cette dette représente un poids disproportionné pour les ruraux. Nous demandons que cette dette soit annulée.

souveraineté ALIMENTAIRE: METTRE UN TERME A LA GLOBALISATION DE LA FAIM

Les institutions multilatérales et la spéculation financière rendent impossible la souveraineté alimentaire. Le contrôle croissant des politiques agricoles par les firmes multinationales a été facilité par des organisations multilatérales comme l'OMC, la Banque Mondiale, et le FMI. Nous demandons une régulation et une taxation des capitaux spéculatifs et un code strict de conduite pour les firmes multinationales.

LA PAIX :UNE CONDITION PRÉALABLE DE LA souveraineté ALIMENTAIRE

Chacun a le droit d'être libre de toute violence. L'alimentation ne doit pas être utilisée comme une arme. Le degré croissant de pauvreté et de marginalisation dans le monde rural, ainsi que l'oppression croissante des minorités ethniques et des populations indigènes aggravent l'injustice et le désespoir. Le déplacement, l'urbanisation forcée, et la repression des paysans n'est pas tolérable. Nous dénonçons la discrimination raciale croissante dans les campagnes.

souveraineté ALIMENTAIRE: POUR UN CONTROLE DÉMOCRATIQUE

Les paysans et petits producteurs doivent pouvoir intervenir directement dans la formulation des politiques agricoles à tous les niveaux. Cela inclut l'actuel Sommet Mondial de l'Alimentation de la FAO, dont nous avons été exclus. L'ONU et les organisations associées doivent se démocratiser pour le rendre possible. Chacun a le droit à une information vraie et honnête, à un processus de prise de décision libre et démocratique. Ces droits forment la base pour une bonne gouvernance, responsabilité et juste participation à la vie économique, politique, et sociale, libre de toute forme de discrimination. Les femmes rurales en particulier doivent pouvoir participer directement et activement aux prises de décision concernant les questions alimentaires et rurales.

Via Campesina

11-17 novembre 1996, Rome, Italie

LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE: UN DROIT POUR TOUS DECLARATION DU FORUM DES ONG/OSC POUR LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

L'échec de la Déclaration de 1996 et la nouvelle Déclaration Officielle

Les mouvements sociaux, les organisations environnementales, de paysans, de pêcheurs, de bergers, de peuples indigènes, de femmes ainsi que les syndicats et les ONG réunis ici à Rome expriment leur mécontentement et leur rejet de la déclaration du Sommet Mondial de l'Alimentation : *cinq ans après*.

Loin d'analyser et corriger les problèmes qui ont empêché de progresser, depuis les cinq dernières années, dans la lutte contre la faim, ce nouveau plan d'action associe à la fois l'erreur d'employer une nouvelle fois «le médicament qui a échoué » avec des propositions destructives qui rendront la situation encore plus dramatique.

Le Plan d'Action de 1996 n'a pas échoué par un défaut de volonté politique et de ressources, mais parce qu'il a favorisé des politiques qui aboutissent à la famine, qui supportent la libéralisation de l'économie des Pays du Sud et l'homogénéité culturelle, et qui sont soutenues par l'intervention de forces militaires après l'échec d'une première série de mesures. Les seules politiques qui peuvent éradiquer la faim sont celles basées sur la dignité et la vie des communautés. Nous affirmons que ceci est non seulement possible mais également de la plus haute nécessité.

Depuis 1996, les gouvernements et les institutions internationales ont administré la globalisation et la libéralisation, permettant ainsi d'intensifier les causes structurelles de la faim et de la malnutrition. Ils ont obligé l'ouverture des marchés au dumping des produits agricoles, à la privatisation des institutions d'aide économique et social, à la privatisation et à la commercialisation des terres, des eaux, des forêts et des ressources de la pêche publiques et communales. Nous rappelons, en outre, la brutale répression des mouvements sociaux qui résistent au Nouvel Ordre Mondial.

Cette politique a ouvert les portes à une monopolisation et une concentration sauvage des ressources et des processus de production dans les mains de quelques grandes corporations. L'imposition de modèles de production intensifs et dépendant de l'extérieur a détruit l'environnement et les modes de vie de nos communautés. De plus, ce système a créé une insécurité alimentaire et a mis l'accent sur des gains de productivité à court terme en utilisant des technologies dangereuses tels que les OGM.

Il en a résulté le déplacement des populations, une migration démesurée, la perte d'emploi et par conséquent de moyens de subsistance, la destruction des terres et des autres ressources nécessaires à la survie des personnes, une augmentation de la polarisation entre riches et pauvres - aussi bien à l'intérieur des pays qu'entre le Nord et le Sud- et enfin, une augmentation de la pauvreté dans le monde et de la faim dans la plupart des pays.

Il n'y aura pas de progrès en ce qui concerne la lutte contre la faim sans un renversement de ces politiques et de ces tendances. Toutefois la présente déclaration n'offre aucun espoir à ce sujet. Elle accentue au contraire la libéralisation du commerce- la force qui met le plus en péril les modes de vie traditionnels. Elle a affaibli le concept du droit à l'alimentation. Elle propose une augmentation des ajustements des structures néolibérales en ce qui concerne les programmes de l'HIPC. Elle recommande de mettre l'accent sur l'ingénierie génétique et biotechnologique. Enfin elle n'a pas réussi à renforcer une production gérée par les pauvres et destinée aux marchés locaux, ni à redistribuer radicalement l'accès aux ressources productives qui est fondamental si l'on veut que les choses changent vraiment.

La Souveraineté Alimentaire : L'Approche fondamentale

Face au projet de l'Alliance Internationale contre la Faim, qui est pire que le « toujours plus de médicaments », nous opposons le concept de Souveraineté Alimentaire en tant que base sur laquelle nous délimitons les actions et les stratégies requises pour mettre fin véritablement à la famine.

Qu'est ce que la Souveraineté Alimentaire ? La Souveraineté Alimentaire est le droit des populations, des communautés, et des pays a définir leur propre politique alimentaire, agricole, territoriale ainsi que de travail et de pêche, lesquelles doivent être écologiquement, socialement, économiquement et culturellement adaptées a chaque spécificité. La Souveraineté Alimentaire inclue un véritable droit à l'alimentation et à la production alimentaire, ce qui signifie que toutes les populations ont droit à une alimentation saine, culturellement et nutritionnellement appropriée, ainsi qu'à des ressources de production alimentaire et à la capacité d'assurer leur survie et celle de leur société.

La Souveraineté Alimentaire rend nécessaire les mesures suivantes :

- **Accorder la priorité** a la production alimentaire destinée aux marchés nationaux et locaux, basée sur des systèmes de production diversifiés et agroécologiques fonctionnant selon un modèle familial et paysan.
- **Assurer** aux fermiers des **prix équitables**, ce qui implique la protection des marchés internes, du dumping et des importations à bas prix.
- L'accès au territoire, aux eaux, aux forêts, aux zones de pêche et aux autres ressources productives par le biais d'une redistribution naturelle, contrairement à celle qui est faite par les forces du marché, ou par des « réformes agricoles assistées par le marché » qui sont sponsorisées par le marché.
- **La reconnaissance et la promotion** du rôle des femmes dans la production alimentaire

et l'accès et le contrôle équitables sur les ressources productives.

- **Le contrôle de la Communauté sur les ressources productives** face à la propriété des corporations sur la terre, l'eau et les ressources, notamment génétiques.
- **La protection des semences**, qui constituent la base de l'alimentation et de la vie elle-même, afin d'en permettre un libre échange et une libre utilisation par les cultivateurs, ce qui implique l'absence de brevets sur la vie et un moratoire sur les cultures génétiquement modifiées qui aboutissent à une pollution génétique de l'indispensable diversité génétique des plantes et des animaux.
- **Des investissements publics** en faveur des activités productives des familles et des communautés, orientés vers le renforcement, le contrôle local et la production alimentaire destinée à la population et aux marchés locaux.

La Souveraineté Alimentaire signifie la primauté des droits des populations et des communautés à l'alimentation et à la production alimentaire, au-delà des intérêts du marché. Cela implique le support et la promotion des marchés locaux et des producteurs sur la production destinée à l'exportation et les importations alimentaires.

Pour atteindre la Souveraineté Alimentaire :

- Il nous faudra renforcer les mouvements sociaux, et développer les organisations de paysans, femmes, des peuples indigènes, des travailleurs, des pêcheurs et des personnes citadines les plus pauvres dans chaque pays.
- Nous promovons la solidarité et la coopération régionale et internationale, et renforcerons nos luttes communes.
- Nous devons lutter afin de mettre en place de véritables réformes dans le secteur de l'agriculture et de la pêche, des réformes sur les forêts et les pâturages, et réaliser une redistribution globale et intégrale des ressources productives en faveur des pauvres et des « sans-terre ».
- Nous combattons afin d'obtenir une solide garantie des droits des travailleurs à organiser, à contracter collectivement ainsi qu'à obtenir des conditions de travail sûres et dignes et des salaires suffisants.
- Il sera nécessaire de lutter pour un accès égal des femmes aux ressources productives et pour la fin des structures patriarcales de l'agriculture et des aspects socio-économiques et culturels de l'alimentation.
- Nous combattons pour le droit des Populations Autochtones à leurs cultures, à leurs terres et à leurs ressources productives.
- Nous réclamons l'arrêt des politiques économiques néolibérales imposées par la Banque Mondiale, l'OMC, le FMI et les pays du Nord et la fin des autres accords de libre-échange multilatéraux et régionaux, tels que le NEPAD et le FTAA.
- Nous demandons que l'agriculture ne figure plus parmi les prérogatives de l'OMC
- Il nous faudra lutter en faveur de l'arrêt de l'ingénierie génétique et la brevetabilité des organismes vivants et demander l'interdiction immédiate de « terminator » ainsi que des autres technologies de restriction génétique.

- Nous réclamons l'arrêt de l'utilisation des OGM dans l'aide alimentaire
- Nous demandons un arrêt immédiat des guerres aux populations et pour le territoire qui ont lieu dans le monde et un arrêt de la répression des mouvements de population, de même qu'une fin immédiate de l'occupation illégale de la Palestine, des embargos de Cuba et de l'Irak, et de l'utilisation de l'alimentation comme un instrument de chantage
- Nous demandons un soutien au développement et à la diffusion des systèmes de production agroécologiques
- Nous réclamons une Convention sur la Souveraineté Alimentaire afin d'inscrire les Principes de la Souveraineté Alimentaire dans le droit international et d'instituer la Souveraineté Alimentaire en tant que ligne directrice principale des politiques en matière d'Alimentation et d'Agriculture

Enfin, les politiques uniformes telles que celles qui proviennent de la Banque Mondiale, de l'OMC et du FMI doivent être remplacées par « un monde avec de la place pour plusieurs mondes », dans lequel la force et la dignité humaine soient bâties à partir de la solidarité et le respect pour la diversité et afin que tous les pays et toutes les populations aient le droit de définir leurs propres politiques.

Dans ce but, nous sommes déterminés à bâtir une conscience sociale et un mouvement de lutte afin de mettre en échec l'OMC à Cancun en septembre 2003.

Merci.